



Le plan de la Maison-Blanche pour étouffer l'Iran

Par [Philip Girdali](#)

Mondialisation.ca, 04 novembre 2019

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [L'IRAN](#)

Il y a une certaine ironie dans le désir souvent exprimé par le président Donald Trump de se retirer des guerres sans fin qui ont caractérisé la « guerre mondiale contre le terrorisme » lancée par George W. Bush en 2001. Le problème, c'est que Trump a exprimé ces sentiments à la fois lorsqu'il se présentait aux élections et pas plus tard que la semaine dernière, sans rien faire pour provoquer le changement. En fait, le « [retrait](#) » de la Syrie, qui a fait l'objet d'un grand battage médiatique, s'est avéré être [davantage un déplacement](#) des moyens militaires existants, les soldats quittant la frontière nord du pays pour prendre de nouvelles positions et continuer de contrôler les champs pétroliers dans le sud-est du pays. En fait, le nombre de soldats US en Syrie a peut-être augmenté avec le transfert d'unités blindées de leur base en Irak.

La volte-face trop caractéristique de Trump sur la Syrie est peut-être due à la pression du Congrès et des médias, qui ont déploré que le départ des troupes US était une grave erreur, mais si cela est vrai, c'est un hommage à la terrible ignorance des colons étasuniens sur le Potomac et de la prestidigitatrice qui fait écho à leur myopie bipartisane. En vérité, [s'accrocher aux puits de pétrole syriens](#) n'a aucun sens, tout comme la guerre dans le nord n'a servi à rien. La production pétrolière ne suffit pas à payer l'occupation, même si le pétrole est volé et vendu avec succès, rien n'est sûr puisque le reste du monde moins Israël le considère comme la propriété de Damas.

Et pour être sûr, les créatures du Congrès savent tout sur les gagnants et les perdants. Les médias grand public ont été pleins d'absurdités, notamment les affirmations selon lesquelles la Russie, l'Iran et la Syrie ont tous été gagnants en raison du retrait des États-Unis, tandis que la promotion de la démocratie néolibérale au Moyen-Orient a subi une défaite et Israël est maintenant menacé. Et, bien sûr, les États-Unis ont honteusement trahi un autre allié avec les Kurdes tout en perdant toute crédibilité dans le monde entier.

Personne, bien sûr, n'a examiné les affirmations de la bande interventionniste. La manière dont la Russie a gagné en endossant un État client qu'elle ne peut se permettre, ou l'Iran en maintenant une présence extraterritoriale régulièrement bombardée par Israël, n'est pas du tout claire. Le président al-Assad, quant à lui, a la tâche peu enviable de remettre son pays sur pied. Pendant ce temps, [les Kurdes](#) se débrouilleront en concluant leur propre accord avec la Syrie et la Turquie, la Russie étant le garant de l'arrangement.

Les vraies raisons du maintien d'une présence militaire US en Syrie sont toutes liées à Israël, qui a longtemps soutenu la fragmentation de ce pays en ses parties constitutives, à la fois pour l'affaiblir en tant qu'adversaire et pour permettre à l'État juif de voler encore

plus de ses terres, éventuellement pour inclure la région peu peuplée produisant le pétrole. Israël veut également une présence militaire US solide en Syrie pour empêcher l'Iran d'en faire une base d'attaques de l'autre côté de la frontière, une perspective peu probable, mais qui a trouvé un écho auprès du Congrès US. En effet, la dissuasion de l'Iran est la raison la plus souvent invoquée par Washington et Tel-Aviv pour justifier l'ingérence US en Syrie, où elle n'a d'autre intérêt réel qu'un désir apparemment démentiel de destituer le président Bachar al-Assad.

En fait, toute cette agitation sur ce que Trump pourrait faire ou ne pas faire, ainsi que [« l'assassinat » du dirigeant de l'État Islamique Abu Bakr al-Baghdadi](#), ont permis à la Maison-Blanche de poursuivre tranquillement son principal objectif de politique étrangère, qui est, sans surprise, de détruire l'Iran. Le 28 octobre, le secrétaire au Trésor Steven Mnuchin était en Israël – bien sûr – où il a annoncé lors d'une conférence de presse avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu que les États-Unis allaient augmenter la pression économique sur l'Iran sur son programme nucléaire, en [disant que](#) :

« Nous avons exécuté une campagne de pression maximale pour des sanctions. Ils ont travaillé, ils travaillent, ils coupent le financement. Nous allons continuer d'intensifier, encore et encore... » Se tournant vers Netanyahu, il a ajouté : « Je reviens d'un déjeuner de travail très productif avec votre équipe. Ils nous ont donné un tas d'idées très précises que nous allons suivre ». Netanyahu a répondu : « Je veux donc vous remercier pour ce que vous avez fait et vous encourager, Steve, à faire plus – plus, beaucoup plus » .



Mnuchin le caniche, qui ne semblait pas savoir que l'Iran n'a pas de programme d'armes nucléaires, faisait référence à la dernière série de sanctions, annoncée à Washington trois jours auparavant, qui visent clairement à empêcher l'Iran d'utiliser le système bancaire international pour se livrer à un commerce. Pour atteindre cet objectif, l'administration Trump a cherché à exclure l'Iran du système financier mondial en [déclarant que ce pays](#) est une « *juridiction de premier plan en matière de blanchiment d'argent* » .

La nouvelle désignation, qui vient s'ajouter à la désignation similaire de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) pour la Banque centrale iranienne, exige que les banques US effectuent une « diligence raisonnable spéciale » sur les comptes tenus par les banques étrangères si ces banques étrangères détiennent elles-mêmes des comptes pour des institutions financières iraniennes. La chaîne de sanctions secondaires signifie que, dans la pratique, les banques US feront pression sur leurs correspondants étrangers pour qu'ils ferment tous les comptes tenus au nom des banques iraniennes afin d'éliminer le risque de sanctions. L'Iran sera ainsi encore plus isolé du système financier mondial, car les quelques banques iraniennes non désignées qui restent auront de plus en plus de mal à tenir des comptes à l'étranger.

La désignation de l'Iran par le Trésor comme juridiction principale en matière de blanchiment d'argent rendra impossible pour les quelques banques iraniennes qui traitent à l'échelle internationale de maintenir le nombre limité de comptes à l'étranger qui leur sont encore accessibles. Le blocage de ces comptes, détenus directement par les Iraniens ou par l'intermédiaire d'autres banques, signifiera que les importateurs iraniens ne seront pas en mesure de payer les médicaments ou la nourriture qui entrent dans le pays, les biens dits humanitaires qui sont normalement exemptés des sanctions. Le nouveau règlement de l'OFAC fournit un cadre permettant aux banques de continuer de détenir des comptes iraniens en déposant des rapports mensuels détaillés, mais la paperasserie et les autres procédures sont délibérément onéreuses et il est probable que peu de banques internationales seront intéressées à faire l'effort de se conformer.

L'idée d'un plan coordonné visant à aggraver continuellement le châtement du peuple iranien a également été [suggérée mercredi dernier](#) lorsque l'administration Trump s'est jointe à six pays du Golfe Persique pour sanctionner plus de deux douzaines de sociétés, banques et entités qui, a-t-on affirmé, sont liées au soutien iranien du Hezbollah et d'autres groupes désignés comme terroristes par le Département d'État. Dans un communiqué, le Département du Trésor a annoncé que ces sanctions constituaient la « *plus importante désignation conjointe à ce jour* » par le Terrorist Financing Targeting Center (TFTC) – qui comprend le Bahreïn, le Koweït, Oman, le Qatar, l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis et les États-Unis. Selon lui, plusieurs des entreprises sanctionnées soutiennent financièrement une filiale du Corps des Gardiens de la Révolution Iranien que les États-Unis avaient qualifiée, cette année, d'organisation terroriste.

Le secrétaire au Trésor Mnuchin, lors de sa tournée au Moyen-Orient, a fait remarquer que « *cette action démontre la position unifiée des pays du Golfe et des États-Unis selon laquelle l'Iran ne sera pas autorisé à intensifier ses activités malveillantes dans la région* » .

Ne vous y trompez pas, les États-Unis mènent une guerre économique contre l'Iran qui vise indéniablement à rendre le peuple iranien si malheureux qu'il se révolte. Et la punition infligée nuira surtout aux plus pauvres et aux plus faibles, tout en renforçant le soutien au régime au lieu de l'affaiblir. Non seulement l'action de la Maison-Blanche contre l'Iran est immorale, mais elle est aussi illégale puisque l'Iran et les États-Unis ne sont pas en guerre et que l'Iran ne menace en aucune façon les États-Unis. Toute cette affaire n'est qu'un exemple de plus de la façon dont des groupes nationaux puissants, en l'occurrence Israël, ont déformé la politique étrangère US et l'ont poussée dans des directions qui sont à la fois honteuses et qui ne servent aucun intérêt national plausible.

Philip Giraldi

Article original en anglais :



[**The White House Plan to Strangle Iran. Trump's Flip Flop Foreign Policy**](#)

Cet article a été publié initialement en anglais par [American Herald Tribune](#)

Traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Philip Giraldi](#), Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : [Philip Giraldi](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca